

Bulgarie : un député sera jugé pour extorsion de saucissons



M6info-22 juillet 2017



Le Parlement bulgare / AFP Plus

Depuis 2012, un élu bulgare s'est vu remettre gratuitement quatre tonnes de soudjouk, un saucisson bulgare, pour un montant de 23.000 EUR.

C'est un pot-de-vin un peu particulier. Un député bulgare du parti conservateur au pouvoir sera jugé pour avoir extorqué à un commerçant quatre tonnes de saucissons prétendument destinés au Premier ministre, a annoncé le parquet vendredi. Le procureur général Sotir Tsatsarov a demandé la levée de l'immunité parlementaire du député Jivko Martinov, 51 ans, qui y a immédiatement renoncé pour être jugé.

"Aussi ridicule que cela paraisse, 4.000 kilos de soudjouk d'une valeur de 45.000 leva (23.000 EUR) lui ont été remis gratuitement depuis 2012 à quatre reprises, tonne après tonne. Le saucisson était préparé d'après une recette spéciale à base de viande de cerf, car il était prétendument destiné au Premier ministre en personne", a déclaré M. Tsatsarov.

Prétendument destiné au Premier ministre

"L'enquête a prouvé que pas une seule pièce de soudjouk n'est parvenue au Premier ministre" Boïko Borissov, a-t-il tenu à préciser. Le député avait demandé au commerçant de Dobritch (nord-ouest) "de soutenir de cette façon les activités politiques du parti Gerb" au pouvoir, sous peine de voir son activité périlcliter, a précisé le procureur. Le même commerçant a par ailleurs été obligé de fournir des meubles pour la permanence du parti, le mobilier s'étant cependant retrouvé dans le bureau de l'entreprise du député, par ailleurs homme d'affaires. Ce député faisait également pression sur le procureur régional de Dobritch et sur un responsable de la police de la ville afin d'obtenir des avantages d'autres hommes d'affaires, selon le parquet. Vendredi, le Gerb a limogé toute la direction municipale et régionale de ses structures à Dobritch.

Des accusations de financement illicite de partis par des entreprises qui attendent en retour un traitement privilégié circulent dans les médias bulgares depuis des années. C'est la première fois cependant que le parquet fait état d'une telle pratique.

Membre de l'Union européenne depuis 2007, la Bulgarie est régulièrement critiquée par Bruxelles pour l'inefficacité de sa justice face à la corruption à tous les étages du pouvoir. Le prochain rapport de la Commission sur les progrès de la Bulgarie est attendu en décembre, à la veille du lancement de la présidence bulgare du Conseil de l'Union européenne au premier semestre 2018.

